

## Il venait de séjourner au Ghana dans le cadre de la présidentielle ghanéenne.

Les agents de l'immigration et des douanes de l'aéroport international de Kotoka à Accra ont arrêté hier l'un des observateurs internationaux des élections du 7 décembre au Ghana, lorsqu'ils ont trouvé 100 000 dollars dans son sac alors qu'il s'enregistrait pour quitter le pays en direction des États-Unis d'Amérique (USA), rapporte **237 online** dans une correspondance publiée sur son site internet ce 16 décembre dont nous vous proposons la lecture intégrale

Le Dr Christopher Fomunyoh du National Democratic Institute (NDI) for International Affairs, dont le siège est à Washington DC aux États-Unis, n'a pas pu expliquer de manière satisfaisante la provenance de l'argent lorsqu'il a été interrogé. En vertu des lois du Ghana, ainsi que des États-Unis et de nombreux autres pays, tout voyageur doit déclarer au point de départ et d'arrivée toute somme d'argent qu'il transporte si elle dépasse 10 000 dollars américains. Il est illégal pour un voyageur de ne pas déclarer l'argent aux douaniers. Au Ghana, les passagers doivent déclarer le montant aux douanes et remplir le BOG Foreign Exchange Declaration Form (FXDF) au point d'entrée (ou de départ). Aux États-Unis, l'argent doit être déclaré aux U.S. Customs and Border Protection (CBP). Toute personne qui enfreint cette loi peut être soumise à des sanctions civiles ou pénales.

Lorsqu'on l'a interrogé sur la provenance de l'argent, le Dr Christopher Fomunyoh, un avocat de profession qui est Camerounais mais qui a été naturalisé citoyen des États-Unis où il réside, a déclaré qu'il s'agissait de l'argent qu'il avait apporté du NDI pour que lui et ses collègues le dépensent en cas de second tour des élections mais que, comme il n'y avait pas de second tour, ils ne l'ont pas dépensé. Lorsqu'on lui a demandé comment il avait fait sortir l'argent des États-Unis pour le faire entrer au Ghana, il n'a pas pu fournir de réponse puisqu'il n'existait aucun document attestant qu'il avait sorti cet argent des États-Unis pour le faire entrer au Ghana, comme l'exige la loi. Il a plutôt eu recours à plusieurs appels à des membres du gouvernement actuel pour leur faire part de la situation dans laquelle il se trouvait. Une nouvelle fouille de son sac a révélé des cartes de visite (call cards) du président Akufo-Addo et du ministre des finances, Ken Ofori-Atta !

De nombreux appels du pouvoir ont obligé les fonctionnaires de l'immigration et des douanes de le laisser partir. Mais ils ont aussi attiré l'attention sur le nombre d'observateurs internationaux qui sont venus dans le pays pour surveiller les élections et qui repartent avec des centaines de milliers de dollars américains et les cartes de visite du président Akufo-Addo et du ministre des finances, Ken Ofori-Atta, dans leurs sacs.